

Recommandations pour le budget 2017 : le gouvernement fédéral doit faire preuve de leadership pour réduire les GES au Canada

Présenté par Équiterre

Sommaire exécutif

Nous saluons l'opportunité de pouvoir formuler nos recommandations préliminaires pour le budget 2017. Par ces recommandations, nous voulons nous assurer de l'engagement du gouvernement du Canada à réduire les GES, à supprimer progressivement les subventions fédérales aux énergies fossiles, et à améliorer les mesures fiscales déjà en place, en vue de générer plus d'investissements dans les technologies propres et soutenir la révision des dépenses fiscales et autres, ce qui augmenterait l'efficacité des mesures.

Le 22 avril 2016, le Canada a signé l'Accord historique de Paris le jour de son ouverture, au siège des Nations Unies, à New York. Cet accord international engage les pays à réduire de façon significative les émissions de gaz à effet de serre (GES) pour limiter l'augmentation du réchauffement planétaire à moins de 2 °C, et à poursuivre leurs efforts pour limiter ce dernier à moins de 1,5 °C au-dessus du niveau de l'ère préindustrielle. Nous nous attendons à ce que le Canada ratifie cet accord au cours de l'automne en s'appuyant sur un plan climat national ambitieux. Le premier ministre du Canada et ceux des provinces et des territoires vont publier le cadre pancanadien en matière de changement climatique et de croissance propre cet automne, qui leur permettra de respecter les engagements pris devant la communauté internationale.

Depuis, le gouvernement canadien a pris d'autres engagements significatifs liés au climat et aux énergies vertes au niveau international, en signant entre autres une entente globale pour mettre un prix sur le carbone ([Global Carbon Pricing Leadership Coalition](#)). Il s'est également engagé à développer les modes de transport propres, à supprimer progressivement les subventions à l'industrie des énergies fossiles et à développer l'approvisionnement en électricité propre lors du récent Sommet des leaders nord-américains.

Le budget 2017 est ainsi un élément essentiel pour la mise en oeuvre de ces engagements internationaux et du futur succès du cadre pancanadien en matière de changement climatique et croissance propre. Mais plus important encore, le budget 2017 peut démontrer le leadership du gouvernement fédéral en instaurant des mesures pour réduire les émissions de GES du Canada dans son champ de compétence. L'objet de notre recommandation au Comité des finances vise à s'assurer que le gouvernement du Canada maximise ses réductions de GES grâce à des investissements dans les technologies propres, au secteur des transports ainsi qu'à la phase II des dépenses d'infrastructure du gouvernement fédéral.